



中国驻法国大使馆
AMBASSADE DE CHINE
EN FRANCE

Forum pour la coopération UE-Chine post-COVID-19

后疫情时代的中欧合作研讨会

Forum Co-organisé par The Bridge Tank et l'Ambassade de Chine en France

Compte rendu de la Session « Quelle mondialisation post covid-19? »

Président: **Jean-Claude Beaujour**, Vice-Président, France-Amériques et Board Member, The Bridge Tank

François Loos, ancien Ministre de l'Industrie et du Commerce Extérieur

Fatima Hadj, Membre de la Communauté « Goalkeeper » des Objectifs du Développement Durable, Fondation Bill and Melinda Gates

Alex Wang, Président d'honneur de l'Association Transition Ecologique et Solidaire Française et Chinoise (TESFEC)

Henri de Grossouvre, Fondateur et Président d'honneur, Paris-Berlin-Moscou

J-C Beaujour: La crise du Covid 19 laisse entendre que l'on ne pourra pas fonctionner comme avant. François Loos, vous avez la particularité d'avoir été ministre du commerce extérieur et ministre de l'industrie, comment voyez-vous cette mondialisation? quels problèmes sont apparus et comment voyez-vous la suite?

François Loos: Merci pour cette question introductive très importante. Quand on envisage le problème, on s'aperçoit que la crise sanitaire aura des conséquences et on ne sait pas comment on s'en sortira. Il faudra s'appuyer sur des comparaisons internationales pour arriver à un résultat et trouver des pays qui ont réussi à sortir de la crise.

Ce que j'ai noté, c'est que les accords que nous avons avec la Chine ont fonctionné de façon très positive depuis son entrée à l'OMC, et que la Chine a une position très importante actuellement dans nos relations. Le fait qu'il y ait une crise sanitaire n'affaiblit pas l'avantage de la Chine ni les relations euro-chinoises. Les entreprises qui voulaient s'implanter de part et d'autre continuent de le faire. **De ce point de vue, les relations continuent, et les accords qui n'ont pas été signés font l'objet de débats qui devraient aboutir.**

Sur les investissements, ***il faut savoir que la Chine a mis en place une loi interdisant de ne pas traiter à égalité les entreprises chinoises et étrangères.*** C'est une bonne loi, mais dans les secteurs qui n'existent pas en Chine, les contrats que l'on peut établir sont très divers et donc nous avons besoin que les Chinois avancent sur ces questions-là pour vraiment changer les habitudes implémenter la loi et avoir des textes qui incitent les Européens à s'implanter en Chine, ce qui permettrait notamment des investissements et des emplois. Il y a des réserves de croissance qui sont dépendantes des politiques menées. ***Nous allons dans la bonne direction mais trop lentement pour qu'elles produisent de l'effet alors que nous en avons besoin aujourd'hui.***

J-C Beaujour: Il y a une sorte de résonance aujourd'hui, on dit en effet que la Chine a signé les accords de l'OMC mais on entend qu'elle ne respecte pas les accords. Ce que j'entends de votre propos est que les accords sont respectés mais de manière insuffisante pour produire des effets?

François Loos: Si les accords étaient signés ils pourraient permettre des implantations sur des activités nouvelles. Votre question était est-ce que la Chine actuelle empêche de le faire? La crise actuelle n'empêche pas de le faire, mais ça marche au ralenti. Pour que ça marche, il faut qu'il y ait une volonté de part et d'autre. Du côté chinois, on a l'impression que les choses n'avancent pas très vite. J'aurais dit la même chose il y a 5 ans ou 10 ans.

J-C Beaujour: Donc vous dites que la crise n'empêche pas un accord, mais du côté chinois, ça ne va pas assez vite et c'est sur ce point là que les Européens doivent insister? Avez-vous le sentiment que l'UE a une relation homogène avec la Chine ou est-ce que l'UE pêche par des relations souvent bilatérales? On a vu le Président chinois en Italie, des pays d'Europe de l'est ont une relation privilégiée avec la Chine et les pays moteurs de l'Europe –notamment la France et l'Allemagne- reprochent souvent cette relation compartimentée.

François Loos: Mon ancien homologue Chinois disait: je ne devrais pas vous recevoir, je devrais recevoir le commissaire européen en charge des affaires internationales, mais je vous accueille quand même car on sait que les Français sont ceux qui inspirent les relations internationales européennes.

Il est vrai que la difficulté des Européens à se mettre d'accord est un handicap sérieux. Je prends l'exemple du photovoltaïque: si vous êtes fabricant européen, vous n'avez pas envie qu'on puisse importer des produits chinois hors douane, ou hors coût de douane, surtout s'ils font du dumping pour avoir l'intégralité du marché. Si vous êtes fabricants, vous allez dépendre des fabricants; si vous êtes consommateur, vous allez dépendre de la Chine. Donc indépendamment du fait qu'on ait des relations privilégiées, c'est mécanique : l'UE prend ses décisions à la majorité, et si la majorité est consommatrice, c'est elle qui l'emporte. C'est toujours comme ça. C'est à dire que notre construction européenne fait que nous sommes faibles dans la lutte contre le dumping, dans les décisions prises à l'OMC mais on pourrait faire des choses beaucoup plus fortes si on avait une décision unique là-dessus et non une décision à la majorité. Tout le monde est conscient de ça, mais pour le changer il faut changer les règles de la concurrence de l'UE, et aller contre de la volonté des pays consommateurs.

J'ai en effet connu ça à la sortie de l'accord multifibre: c'est un accord qui pouvait être prolongé de deux ou trois ans à condition que ce soit important pour les pays concernés. J'ai donc demandé que ce soit prolongé pour la France parce qu'on a une industrie textile et qu'il était important de pouvoir taxer et laisser quelques quotas de livres pour les importations chinoises. Toutes les entreprises chinoises sur le terrain étaient subventionnées par les collectivités locales, et cela coûtait très cher au budget des communes. Mon interlocuteur habituel me disait qu'il fallait qu'ils arrêtent de faire **du dumping** car cela coûtait cher. Ça faisait du dumping entre pays européens et du dumping interne en Chine. Ça coûtait in fine aux collectivités qui se tournaient alors vers l'État central. Donc ils ont partagé notre point de vue qui était qu'il n'était pas intéressant de continuer avec le dumping, et qu'il valait mieux qu'ils montent les prix, ce qui n'a pas changé le prix final pour les consommateurs parce que le rapport de prix de vente en Chine d'une usine subventionnée et du prix du marché parisien en boutique étaient de 1 à 10. Donc ça n'a rien changé qu'au lieu de 1, ils aient 1,2. Voilà l'état d'esprit, et ça ne change pas parce que c'est inscrit juridiquement dans la façon dont l'Europe est constituée.

J-C Beaujour: On entend bien qu'il y a une insuffisance du côté chinois mais avec une politique de ce point de vue côté européen, et dans cette relation on impute souvent la responsabilité côté chinois en disant que la Chine ne fait pas ce qu'il faut, mais à l'évidence, côté européen, nous n'avons pas une démarche cohérente et homogène qui permet de négocier et d'obtenir des résultats satisfaisants face aux partenaires chinois car on comprend que chacun essaie de défendre ses intérêts aux yeux de la situation.

François Loos: Oui, vous avez parfaitement résumé la situation. En plus de cela, un petit pays a peur d'attaquer la Chine sur quelque chose, comme on a peur d'attaquer les Américains, car cela menacerait d'autres relations. La France est le pays le plus courageux en UE pour faire respecter les règles. On est plutôt courageux, pas forcément pour défendre nos intérêts, mais pour le respect des règles alors que d'autres sont plus débrouillards et vont s'arranger avec les réalités du moment.

J-C Beaujour: Je reviendrai vers vous François Loos. Je me tourne vers Monsieur de Grossouvre qui est spécialiste des relations internationales et fondateur/président de Paris-Berlin-Moscou, on va vous demander de situer la relation UE-Chine dans un contexte plus international. Mais avant tout, quid de Washington et Pékin dans cette relation Paris-Berlin-Moscou? Car il y a aussi un acteur qui n'est pas à la table des négociations aujourd'hui, mais il y a bientôt des élections, il y a des relations sino-américaines, il y avait un président (Obama) qui s'est tourné vers le Pacifique, donc imaginer les relations Euro-chinoises sans prendre en considération les États-Unis serait un souci; il y a aussi un certain nombre de pays comme la Russie et l'Afrique (Joël Ruet parlait en introduction de l'agenda 2063 de l'Afrique par exemple) qui vont jouer des rôles importants dans les relations internationales. Je vous laisse dresser un tableau de ce contexte international post covid.

Henri de Grossouvre: Je vous remercie. Vous avez entendu comme moi, Madame Bermann qui est une diplomate importante, nous dire qu'il n'y avait aucune raison que les Européens et l'UE se laissent dicter leur politique commerciale et internationale (le jour où elle en aura une commune) par des intérêts tiers, comme pour les États-Unis, comme pour la Chine ou la Russie. Ce que disait madame Bokova allait dans le même sens en parlant de

puissance culturelle. Je relativiserais car l'Europe à 27, justement parce qu'on a décidé d'agrandir avant d'approfondir, n'est pas encore une puissance économique et politique. C'est certes une économie de premier plan, et potentiellement la plus grande économie du monde, mais par rapport à l'influence politique et économique que l'UE pourrait avoir si elle était plus intégrée politiquement, c'est totalement marginal. C'est ici l'idée de Paris-Berlin-Moscou, qui un moteur de la plus grande Europe. C'est de constater que la France, l'Allemagne et la Russie occupent des positions stratégiques sur le territoire européen et que la France et l'Allemagne ont été les moteurs de la construction européenne et peuvent influencer cette construction européenne.

Le titre de notre discussion est la mondialisation et le covid, je me permet donc de dire quelques mots en cohérence avec ce titre. Les grandes pandémies, les révolutions, les guerres, accentuent les tendances de fond. Le Covid n'est pas un changement radical mais accentue surtout les tendances de fond. Cette crise accentue par exemple la concurrence et les tensions entre la Chine et les États-Unis mais aussi malheureusement la provincialisation de l'Europe. Je parlerai ensuite des opportunités. J'étais ravi de rencontrer monsieur Wang et nous parlions tout à l'heure de l'intérêt qu'aurait une relation Paris-Berlin-Moscou-Pékin.

Pour illustrer mon propos et pour faire le lien avec les autres intervenants, j'aimerais citer une analyse, qui a été peu commentée, **de la Deutsche Bank datant du 9 septembre 2020, Age of Disorder. Cette analyse, je résume, parle non pas de ralentissement de la globalisation, mais d'arrêt de la globalisation.** Elle analyse un certain nombre d'autres phénomènes économiques, politiques, et sociaux. On ne peut pas faire comme si les conséquences du covid n'avaient pas entraîné un repli sur soi, d'une certaine manière de la Chine, des États-Unis c'est évident avec Trump –mais ce n'est pas du tout sûr si Biden était élu que cette tendance ne se confirmerait pas- et évidemment un repli aussi de l'UE. **Cette analyse prend des dates frontières de la mondialisation (1980-2020) et affirme que l'ère de la mondialisation libérale est révolue. Et je complète, nous avons d'un seul coup des interventions d'État massives pour remancer l'économie (2000 milliards aux US, 750 milliards en UE, 200 milliards au Japon). D'un seul coup, le dogme de la non intervention de l'Etat qui était un dogme absolu, est totalement remis en cause.** Il y a des grands changements qui vont avoir des conséquences sur notre relation avec la Chine.

J-C Beaujour: Oui pour dire à quel point vous avez raison; nous avons été surpris de voir qu'en dépit du fait que D. Trump disait que ce virus n'était pas grand chose, que le gouvernement fédéral a réagi assez massivement pour contrôler la crise. C'est bien la preuve que même les républicains ont compris que l'intervention de l'Etat était nécessaire.

Henri de Grossouvre: J'aimerais ajouter d'autres mots clés; on parlait de la remise en cause du dogme libérale, j'aimerais parler aussi **de décroissance, de priorité environnementale, et de souveraineté.** Madame Bermann parlait de **souveraineté européenne** (thème de nouveau d'actualité, sur lequel nous avons travaillé depuis longtemps qu'on commence à réutiliser alors que nous étions marginaux à l'époque), **souveraineté sanitaire, économique** qui font aujourd'hui un consensus.

La décroissance qui était très stigmatisé et marquée à gauche, comme la souveraineté était marquée à droite, va être à nouveau un thème d'actualité. Ce qui veut dire qu'au sein de l'UE, et des pays européens qui sont plutôt en avance sur la décarbonation et la transition écologique, maintenant que la Chine qui a changé de stratégie

dans ce domaine, nous avons une opportunité importante de rééquilibrer nos relations économiques mondiales ; Madame Bermann parlait d'ailleurs de puissance d'équilibre.

J-C Beaujour: Vous dites qu'on a une occasion de rééquilibrer les relations économiques mondiales, mais d'après vous, est-ce que les gouvernements sont prêts à bien entendre et à prendre des mesures nécessaires? Rééquilibrer voudrait dire essayer de gagner car dans les relations il y a toujours un gain, mais cela voudrait dire aussi dans l'immédiat, de perdre un peu de pouvoir, de champ, etc. L'objectif à moyen termes est louable puisqu'on a une situation compliquée, mais le risque n'est-il pas de voir les gouvernements trop ancrés dans leur réalité du moment et de faire du « sauve qui peut » et « demain on verra »?

Henri de Grossouvre: Est-ce que les gouvernements sont prêts? Il y a la politique bilatérale des pays européens et ce qui se décide au niveau communautaire. On l'a vu tout à l'heure, l'Europe à 27 a trop d'intérêts divergents (si vous prenez les intérêts de la Hollande, de la Pologne, de l'Italie, etc.). ***Nous sommes trop nombreux pour nous mettre d'accord sur des sujets importants et stratégiques.*** Au forum Carolus que j'évoquais tout à l'heure, nous avons publié un livre sur la possibilité d'un noyau dur au sein de l'Europe. La question c'est « avec qui »? Mais aujourd'hui à 27 nous sommes trop nombreux pour nous mettre d'accords sur les enjeux stratégiques. La relation Europe-Chine est un sujet stratégique, et un sujet sur lequel nous avons, avec nos alliés traditionnels, parfois des intérêts divergents. Je pense que la ligne du Président de la République est tout à fait en phase avec ces opportunités et qu'il est temps et possible de s'entendre avec un certain nombre de pays qui partagent ces objectifs communs de rééquilibrer –par exemple avec la Chine- pour le faire.

François Loos: Sur ce sujet, il est important d'avoir des entreprises leader, car on ne va pas contester une entreprise leader mondiale sur un marché, et les Chinois cherchent à faire des leaders mondiaux, et nous devons aussi chercher à en créer. On n'est pas tous d'accord là-dessus, mais sur ces sujets, cela ferait du sens.

J-C Beaujour: Le covid n'est-il pas un signal qui va nous obliger à créer une nouvelle Europe dont nous parlons? Un nouveau système qui favoriserait une nouvelle coopération? Est-ce que ce covid, sur le plan sanitaire mais aussi industriel, n'est pas un moyen pour que les 27 voient la limite du chacun pour soi, et face à une économie qui se ferme, voient les meilleures options. On l'a vu avec l'aide mise en place au niveau sanitaire...

Henri de Grossouvre: La mutualisation étonnante et nouvelle de la dette sur la base d'accords franco-allemands, est un élément totalement nouveau qui lie les pays européens durablement. Il y a des signes précurseurs. Pour re-citer l'étude de la Deutsche Bank, il est question de "*make or break decade for Europe*", c'est à dire une décennie où nous pouvons soit émerger et exister, avoir une influence, ou disparaître. C'est un peu ça le sujet. Il faut prendre très au sérieux ces deux possibilités. Dans chaque crise il y a des opportunités à saisir.

J-C Beaujour: Vous avez raison, il y a toujours eu des crises, et on peut penser que la crise du covid est une crise incroyable, mais il y a toujours eu des crises dans l'histoire de l'humanité et nous avons toujours eu les forces de les surmonter.

Je me tourne maintenant vers Alex Wang qui est président d'honneur de l'Association Transition Écologique et Solidaire Française et Chinoise, un homme d'entreprise. Une fois que nous avons quitté la dimension géopolitique de l'UE, que dit l'homme d'entreprise que vous êtes, qui travaille beaucoup entre la France et la Chine, qui voit réagir les sociétés chinoises quand elles accueillent les investisseurs français et réciproquement le marché de l'UE quand il voit s'installer une entreprise chinoise, avec pour certains un sentiment de peur, de crainte. Quel est votre regard sur ces relations dans un contexte post covid?

Alex Wang: J'ai eu l'occasion de voir les deux côtés en vivant à la fois en Chine et en France, et aujourd'hui je vis entre les deux. Pour répondre à ces questions, je pourrais dire que les relations entre la Chine et la France ne vont pas s'arrêter à cause de la crise. Cela nous donne juste du temps pour réfléchir. Sur le terrain, j'aimerais mentionner 2 sujets en tant qu'homme d'entreprise:

- **le problème de la supply chain:** c'était un sujet qu'on a du gérer pendant la crise. Nous étions très inquiets pendant la crise. On a dû lancer beaucoup de plans d'action de crise. Notre dépendance vis-à-vis de la Chine dans ce domaine-là ne va pas s'arrêter. En même temps *cela nous pousse à réfléchir la supply chain pour qu'elle soit plus résiliente pour les entreprises en Europe et en France, c'est-à-dire identifier les points de faiblesses et trouver les solutions supplémentaires notamment productions locales et régionales.*
- **Pendant la crise, les échanges et les collaborations dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises** n'ont pas été arrêtés non plus. Sur le terrain en Chine on l'implémente déjà. Par exemple dans le domaine des télécoms, avec le développement des comités d'entreprise développé il y a 10 ans avec une alliance d'une dizaine de grands groupes télécoms dans le monde pour travailler avec des fournisseurs communs et implémenter les principes RSE dans les entreprises et chaînes de production chez les fournisseurs de premier plan et de deuxième plan. Cela s'est développé et a continué pendant la crise. Après la crise, on va élargir et étendre le scope de collaboration, par exemple dans le domaine du changement climatique. On va inviter les fournisseurs chinois dans une démarche de collaboration. **On va commencer également à développer les projets d'économie circulaire qui combinent les objectifs de protection de l'environnement et en même temps créer des valeurs et principes économiques communs.**

J-C Beaujour: Vous dites que les relations ne se sont pas arrêtées et pourraient même s'accélérer après le covid. Pour autant, on entend dans les débats publics, que face à cette crise nous allons devoir rapatrier nos entreprises éléments industriels pour ne plus dépendre de la fourniture et du bon vouloir des pays tiers. Ça m'oblige à vous demander comment vous, homme de terrain, dites que l'on continuera les échanges et que ça va s'accélérer? Peut-on dire ça?

Alex Wang: *Oui, le découplage massif est peu probable. Sur le terrain ce n'est pas si simple. Si on déplace une usine, cela voudrait dire qu'il faut déplacer tout l'écosystème, et cela prendrait des années et impliquerait de la dispersion.* Ceci étant dit, il y aura quelques ajustements dans la *supply chain* en fonction des besoins des entreprises et des décisions de l'UE (qui doit viser une politique concertée), et troisièmement

c'est aussi dans l'intérêt de la Chine et de l'Europe de continuer à collaborer pas seulement dans les domaines que l'on connaît déjà, mais dans de nouveaux domaines (comme les technologies). On peut également envisager d'aller se développer en Afrique ensemble.

J-C Beaujour: Avant d'aller vers Fatima Hadj, j'ai une question pour François Loos, on nous dit dans les sphères politiques qu'il ne faut pas dépendre de l'extérieur, mais Alex Wang, qui connaît bien la situation nous dit que ça ne va pas se passer comme ça? Je pense que c'est plus de la communication politique, comment concevez-vous cette réaction politique?

François Loos: On a fait du bluff sur les délocalisations. Il y a 2 sortes de délocalisations. La première c'est de délocaliser votre activité à l'étranger mais avec des coûts salariaux inférieurs dans un autre pays en faisant exactement la même, puis vous évaluez si c'est rentable ou pas : vous pouvez avoir des mauvaises surprises. Ces délocalisations sont souvent mauvaises à la fois pour la France et pour l'entreprise elle-même. **Les bonnes délocalisations sont quand votre implantation dans un pays sert à servir le marché dans ce même pays. C'est à dire que pour vendre des centaines d'Airbus à la Chine, il faut qu'une petite partie de la fabrication vienne de Chine, parce qu'on ne pourrait pas tout faire à Toulouse ou à Bordeaux.** Il en est de même pour les relocalisations. C'était un fantasme d'une indépendance nationale (sujet très franco-français) qui vient de de Gaulle pendant la Deuxième Guerre Mondiale et qu'il a repris après avec le programme nucléaire de la France. **Mais on n'a pas besoin d'indépendance nationale si on peut faire venir des masques qu'on peut se procurer en Allemagne par exemple. Il vaut même parfois ne pas fabriquer si on peut faire venir des produits d'ailleurs et moins chers.** Donc la réalité est ce que vous avez décrit, le discours politique parle de délocalisation et de relocalisation mais c'est un discours qui masque une réalité qui est plus complexe.

J-C Beaujour: Ce sont trop souvent des sujets qui font l'objet de scoops de communication. Nous l'avons entendu pendant la crise du covid, comme si d'un seul coup de baguette magique on pourrait tout rapatrier. Il est temps d'expliquer aux citoyens et aux gouvernants que ceux qui sont sur le terrain pensent différemment.

Henri de Grossouvre: Ce que j'aimerais ajouter sur le sujet, va également dans ce sens, mais en relativisant. Je pense qu'il est impossible de relocaliser comme l'ont dit de manière différente Monsieur Wang et Monsieur Loos. **Cela dit, je pense qu'il est quand même possible de relocaliser certaines choses très minimes, mais il est surtout possible de localiser.** J'aimerais attirer votre attention sur une série d'études qui est en cours d'une grande qualité et de notes réalisées par la Fondapol. La première note sur les relocalisations est remarquable et dit la chose suivante: dans les grands secteurs clés, il ne sera pas possible de relocaliser, que ce soit pour le paracétamol, les semi-conducteurs ou les écrans de télévision, et cela pour des raisons techniques et d'investissements. **Cela dit, au lieu de relocaliser l'industrie d'hier, localisons plutôt l'industrie de demain, que ce soit dans des domaines où nous avons du retard comme dans l'intelligence artificielle, ou dans les domaines où nous sommes plutôt en avances comme les services à l'environnement, les technologies environnementales et la prise en compte de la nécessité de décarboner ; localisons les secteurs d'avenir plutôt que relocaliser les secteurs d'hier.**

J-C Beaujour: On va se tourner vers Fatima Hadj qui est essentiellement une financière. On parle de la crise sanitaire parmi tant d'autres crises. Ce qui est intéressant dans la manière prévoir le lendemain d'une crise est de comparer avec d'autres crises pas forcément de même nature, mais les mécanismes de crise se reposent sur des éléments particuliers. Comment fut gérée la grande crise financière de 2008, et quels éléments identiques ou de disparités retrouve-t-on dans la gestion d'une crise mondiale? Quel est rôle et la place des États dans une crise, même si chacun réagit en fonction de son intérêt, y a-t-il des éléments communs?

Fatima Hadj: Avant de répondre à votre question, je prends le temps de me présenter et d'expliquer le prisme par lequel je vais répondre à votre question. J'interviens en tant que membre de la communauté GoalKeeper qui a été développée en 2015 en lien avec l'objectif des Nations Unies de développer et de changer le monde avec une deadline en 2030, par nos impacts sur la planète et dans le but de rendre l'organisation de nos sociétés plus inclusives et égalitaires. Dans ce contexte là, la fondation Gates a eu l'idée d'identifier et de réunir des acteurs dans le monde, qui agissent dans le sens de ces objectifs de développement durable pour ainsi créer une communauté et brainstormer dans le bon sens. C'est dans ce cadre là que j'interviens et mon prisme est effectivement financier. Je vais redéfinir la mondialisation via ce prisme **d'objectifs de développement durable avec un éclairage financier**.

Je considère que ces deux points sont la colonne vertébrale de la future collaboration internationale, pas seulement avec la Chine. Ces objectifs de développement durable sont au nombre de 17. **On peut les regrouper sous 3 thématiques: la fin de la pauvreté, la lutte contre les inégalités et la transition énergétique d'ici 2030**. En quoi ceci est-il lié aux objectifs de l'UE mais aussi de la Chine?

Je rebondis sur ce qu'on dit les autres panélistes, et je ne pense pas qu'il va y avoir des relocalisations ou localisations. Cependant, cette crise nous oblige à revoir notre coopération. Il y a deux piliers de cette nouvelle mondialisation:

- La réduction de notre dépendance vis-à-vis d'institutions ou de pays tiers ; la Chine a cette même problématique,
- Comme on ne vit pas sur une île, comment développer la coopération?

Deux objectifs qui peuvent paraître antinomiques mais qu'il va falloir arbitrer constamment. Voilà mon approche de cette question de la mondialisation post covid. Ainsi, pour répondre à votre question, ce n'est pas la première crise que l'on vit, mais celle-ci est exceptionnelle car c'est une crise humanitaire et sanitaire, qui touche à notre santé. Avant, les crises sanitaires étaient limitées à un territoire. Cette crise touche l'ensemble des territoires. Si on met ça en perspective avec ce qu'il s'est passé lors de la crise financière de 2008, on voit un paradigme:

On a vu en 2008 une interaction des marchés financiers avec un effet domino et on était sur des principes du *Too big to fail*. Ce fut donc une remise en cause ces principes-là. On le savait, on connaissait cette interaction des marchés financiers, mais on a subi. Un proverbe africain dit "*celui qui a vu la panthère et celui qui a entendu parler la panthère ne courent pas à la même vitesse*". C'est exactement ça. On connaissait les interconnexions des marchés financiers mais on se les est prises dans la figure. Après l'écroulement des marchés, notre réaction fut de tout réguler, créer des institutions pour tout superviser. **Il y a donc eu un réel avant et après 2008 en finance, même si le citoyen lambda ne s'en est pas rendu compte**. C'est ce qu'il se passe avec cette crise sanitaire. Nous avons rpis

conscience de ce changement de paradigme car cette crise touche toutes les dimensions et crée un phénomène révolutionnaire: ***on doit repenser notre société.***

On se rend compte qu'il y a une interconnexion de tous les secteurs, de tous les pays et à tous les niveaux, et pas seulement dans les chaînes d'approvisionnement, dans les transports et toutes les industries en fait. Il y a ainsi une prise de conscience des interconnexions qu'il faut prendre en compte. Il y aussi un avant et il y aura un après 2020. Maintenant, selon moi, on s'oriente vers ***une souveraineté économique*** (c'était un « gros mot » en Europe avant, mais qui assez était déjà intégré aux États-Unis avec une législation extra-territoriale, et complètement intégré dans la politique d'expansion de la Chine), mais maintenant ***il y a une vraie conscience du besoin de souveraineté économique.*** Le Président Macron parle vraiment de souveraineté économique. On redéfinit les secteurs et éléments stratégiques qu'il va falloir repenser. Tout dépendra des éléments stratégiques des industries pour la localisation.

On est dans un monde avec deux piliers stratégiques majeurs pour passer la crise:

- ***Le premier : gérer la dépendance, la réduire ou l'augmenter, mais la gérer en connaissance de cause, ceci est vrai pour l'Europe comme pour la Chine***
- ***Le second comment trouver des domaines de coopération dans un contexte de besoin de croissance, de création d'emplois, et dans un contexte de crise économique.***

Ces deux piliers vont restructurer le monde post covid 19.

J-C Beaujour: Merci pour votre intervention. Une formule que vous avez employée est intéressante, "mondialisation post covid 19". Je pose la question à l'ensemble des panélistes: quelle mondialisation post Covid-19?

Henri de Grossouvre: Je pense qu'il ne faut pas confondre la mondialisation technologique par les technologies de l'information qui a commencé il y a longtemps, et la mondialisation politique et institutionnelle. Ce sont deux choses totalement différentes. Aujourd'hui, le repli sur soi et le ralentissement économique sont un fait, mais cela ne veut pas dire qu'on arrête de commercer, simplement on le fait différemment.

Alex Wang: Oui, *deux points sont importants:*

- 1) ***la crise a révélé certaines faiblesses de la gouvernance, il faut donc renforcer la gouvernance mondiale, pas seulement dans le domaine de la santé, mais dans tous les domaines.***
- 2) ***Il y a un impératif de coordination. Le challenge est global, la réponse doit être mondiale.***

J-C Beaujour: Est-ce que vous pensez Alex Wang que le gouvernement chinois est d'accord pour renforcer la gouvernance mondiale, parce que cela voudrait dire perdre un peu?

Alex Wang: La Chine peut entendre cela, oui. Il y a un vrai besoin de respecter les règles internationales mais en même temps de s'adapter à la réalité (car certaines règles ont été définies il y a longtemps, en 1945) et inviter les pays à participer aux travaux pour définir les nouvelles règles. Sur ce plan-là, la Chine peut très bien entendre ce message. L'important est d'actualiser certaines règles.

J-C Beaujour: François Loos, “mondialisation post covid” : que vous dit cette expression et puisqu’on parle de règles à retravailler, j’ai envie de vous interroger sur les règles de propriété intellectuelle. En effet, on s’est rendu compte que le covid pose des questions sur certains nombres de sujets, donc c’est l’occasion de tout remettre sur la table.

François Loos: *Il faut distinguer le multilatéralisme (produit les règles dont on espère que tout le monde les respecte), de la mondialisation (c’est le fait que ce dont on parle a des conséquences sur le monde entier et que tout s’inter-pénètre), et le multipolaire (la désignation des secteurs stratégiques).*

Aujourd’hui nous avons de définir ce qui est stratégique, par exemple la 5G, mais des sujets stratégiques il y en a beaucoup. Je verrais dans le multipolaire un parallèle avec la création de l’UE qui a commencé par une collaboration pour l’industrie du charbon et de l’acier. On s’est accordé le droit de se dispenser des règles et de faire des règles propres dans le charbon et l’acier. **Je pense que le multipolaire serait d’arriver à avoir une méthode du même genre au niveau mondial. Et dans ce domaine, les enjeux stratégiques des matières premières sont importants. Les matières premières alimentaires sont fondamentales pour la Chine car elle a 8% de surface cultivable pour 15% de la population mondiale.** Donc il y a un problème dans la quantité et dans la qualité de l’alimentation. Il y a un **problème aussi pour les matières premières : si on avait un code minier global, cela serait différent.** Ce que je dis est utopique, mais ce sont à mon sens des secteurs stratégiques. Le multilatéral c’est « gentil », la mondialisation ça devient plus sérieux, le multi-polaire ça devient très sérieux ; et il faut désigner les secteurs stratégiques.

J-C Beaujour: Fatima Hadj, quels sont d’après vous les champs possibles de coopération pour réactiver ou poursuivre la relation entre l’UE et la Chine?

Fatima Hadj: Je vais faire le lien avec ce que viens de dire François Loos. pour répondre à cette question, il faut essayer de comprendre et définir les priorités de la Chine et celles de l’UE. François Loos vient de parler de l’agriculture; **le gouvernement chinois travaille aujourd’hui sur son futur plan quinquennal** (on en saura plus en mars 2021) mais on a des prémices quant aux futures priorités. On peut se baser là-dessus pour créer de nouveaux champs de coopération.

Le 22 septembre dernier, on n’en a pas assez parlé, Xi Jinping a annoncé que l’objectif climatique de la Chine est d’atteindre la neutralité carbone d’ici 2060. C’est assez exceptionnel. Avant ce discours ce n’était pas une priorité pour la Chine et il n’y avait aucun réel engagement. Maintenant on a un engagement avec une deadline en 2060. C’est énorme parce qu’on ne peut pas agir seul et sans la Chine. La Chine est le premier émetteur et représente 28% des émissions de CO2. On peut faire tous les plans que l’on veut en Europe, mais si on n’arrive pas à convaincre la Chine, ils ne marcheront pas. Pourquoi 2060? parce qu’il faut qu’ils changent leur business model, leurs habitudes, leur industrie et leur dépendance au charbon avec une véritable politique de transition énergétique que nous avons déjà amorcée en Europe.

Comment la Chine va changer ses politiques pour atteindre son objectif?

Selon une étude d’une université chinoise, la Chine envisage que la consommation finale d’énergies soit d’ici 2060 à 80% électrique. **L’électrification pourrait être un terrain de**

coopération tel qu'appelé par François Loos car c'est un objectif de la Chine dans lequel l'Europe peut se positionner là où l'administration européenne s'est retirée : l'Europe est leader dans ce domaine, on a une méthodologie, un historique, des normes édictées et qui fonctionnent très bien, une industrie, qui nous rendent attractifs pour la Chine et qui sont des éléments de coopération avec la Chine. Nous ne sommes pas la principale contrepartie avec la Chine. Les États-Unis sont la traditionnelle contrepartie de la Chine, mais chacun doit revoir ses priorités et rééquilibrer ses dépendances externes, notamment envers les États-Unis. La Chine va devoir trouver de nouveaux partenaires ce qui crée une place pour les entreprises européennes. On est en train de construire à la fois des champions nationaux et européens, nous avons un véritable atout et devrions y aller sans complexe. Qu'est-ce qui serait intéressant pour l'Europe? Qu'est ce que la Chine pourrait nous apporter? Ils ne sont pas uniquement « preneurs ». Et que peut-on vendre à la Chine en échange? Sur les nouvelles technologies, la Chine peut nous apporter beaucoup. Nous pouvons les aider dans leur transition écologique avec notre technologie et nos normes, et eux peuvent aussi nous accompagner. L'intérêt de la Chine est d'avoir une Europe forte.

Nous ne pouvons pas être considérés par les grandes puissances comme un terrain de chasse. L'UE devra effectuer une sorte de screening de là où sont nos forces et quels sont nos avantages compétitifs par rapports aux autres contreparties que la Chine peut avoir, et comment la Chine peut aussi nous accompagner.

Je parle simplement des éléments de coopération potentiels et non d'enjeux politiques. Pour réussir, c'est un principe de base, il ne faut pas leur vendre des choses dont il n'ont pas besoin. Il faut comprendre leurs priorités et les nôtres ; une fois définies, on avance.

J-C Beaujour: Juste une petite précision, quand on préparait cette table ronde, on se disait que l'environnement est un challenge global. J'ai envie de demander à Alex Wang si pour vous le secteur de l'environnement est un secteur d'avenir et d'opportunités pour les entreprises européennes?

Alex Wang: Oui, en face on a besoin extrêmement fort qui est traduit au niveau du plan stratégique du gouvernement chinois pour les années à venir. On observe **un phénomène à la fois bottom-up et top-down**. Il y a une prise de conscience dans les entreprises qui est suivie par de nouvelles lois et applications. L'Europe peut dans ce cas là pousser en avant. Il y a aussi un plan stratégique clair venant de l'État et qui influence directement la production industrielle.

J-C Beaujour: François Loos, vous avez été ministre de l'industrie. Pensez-vous que l'industrie européenne peut répondre au besoin chinois? Il y a un besoin exprimé par le politique en Chine au plus haut au niveau des entreprises, besoin également exprimé dans l'opinion publique chinoise qui a une aspiration à vivre mieux et est à jour des tendances mondiales portées par les pays développées, notamment l'Europe. Est-ce que vous pensez que notre industrie, nos grandes entreprises leaders, sont prêts à répondre à ce besoin?

François Loos: Vous avez dit que vous m'interrogez parce que j'ai été ministre de l'industrie, mais j'ai aussi été président de l'Ademe. L'environnement m'a donc toujours passionné. Je pense que nous devons faire ce que dit Fatima. Il faut conjuguer les visions du futur chinoises et européennes. Mais il est avant tout nécessaire de déterminer ces

visions pour déterminer les secteurs dans lesquels déterminer les stratégies Il faut dire comment faire d'ici 2050-60. La difficulté est que ce ne sont pas uniquement les grandes entreprises qui font le débat ; la difficulté c'est qu'il faut faire des économies d'énergie au niveau des villes, des immeubles. **Les difficultés sont souvent locales et c'est les artisans qui mettent en oeuvre les solutions.** Même si les multinationales ou l'État désignent des plans d'action, le travail est fait par des artisans qui ont leur liberté d'action. Il faut faire des axes stratégiques clairs et les confronter entre eux.

L'alimentation ainsi que l'environnement sont de bons sujets de collaborations stratégiques, mais il faut faire attention de ne pas croire qu'ils vont être traités par de grandes entreprises. Il faut aussi y associer le monde des petites et moyennes entreprises.

Fatima Hadj: En effet, *il n'y a pas que les grands groupes mais en effet tous les sous-traitants et les petites entreprises qui ont un rôle très important. C'est vraiment la ligne directrice du nouveau plan européen.* Il faut construire des villes et des communautés durables avec une multitude d'intervenants. Une multitude d'intervenants est nécessaire pour lutter contre le changement climatique. Il faut trouver de nouvelles énergies comme l'électricité, changer nos modes de consommation, de production, de transport, etc. Il y a donc une multitude de modes d'intervention et donc une multitude d'acteurs potentiels. C'est donc un changement de la mondialisation.

On peut redéfinir la mondialisation avec le renforcement des relations avec la Chine pour des industries particulières stratégiques. On voit bien que les relations internationales ont diminué. Mais le ralentissement des échanges internationaux ont été accéléré par le covid-19, mais n'en découle pas. La baisse des relations avait déjà commencé et était liée à la guerre économique de Trump envers la Chine, que l'on subissait déjà de manière collatérale. La redistribution des cartes géopolitiques est une opportunité pour l'Europe, ses entités, ses régions, de se positionner. On peut très bien accepter une dépendance envers un pays tiers sur un secteur qui n'est pas stratégique et dépendre en termes d'importations sur un autre pays tiers ; il faut y aller sans complexe, c'est le cœur d'un deal : on vous aide, vous nous aidez.

Quel est le positionnement de la Chine dans les institutions internationales? La Chine remet en cause l'organisation des institutions internationales car elle considère qu'elle n'a pas une place qui correspond à son impact économique et financier. Nos hommes et femmes politiques ainsi que nos décideurs industriels et financiers peuvent y penser et l'utiliser comme un élément de négociation pour créer de la croissance.

Tout le monde a intérêt à faire en sorte que la coopération existe et continue et c'est la bien la leçon à tirer de cette crise. La souveraineté stratégique aide à la redéfinition.

J-C Beaujour: Merci Fatima, je continue et passe la parole Henri de Grossouvre. J'aimerais juste signaler que je suis d'accord avec François Loos. Il n'y a pas seulement les grands groupes, il faut aussi que nos PME s'y retrouvent. Il y a quelques années j'avais commis un petit essai sur le thème "la France peut-elle gagner la bataille de la mondialisation?" et je n'étais pas d'accord avec Arnaud Montebourg qui disait qu'on allait démondialiser. Je pensais que ce propos manquait de réalisme. Ma thèse est qu'aujourd'hui la France peut bénéficier de la mondialisation. Les PME et ETI représentent 90% du tissu économique français et il faut les embarquer dans la mondialisation. Mais il faut aller le vendre et cela va à l'encontre des idées reçues. On change de forme de mondialisation et de coopération mais il y aura toujours des échanges.

Henri de Grossouvre: J'aimerais saluer Côme Carpentier de Gourdon qui nous écoute depuis New Delhi. Il me transmettait un message, que je partage, en me disant que dans la redéfinition des règles mondiales, il faut mettre un terme à *l'extraterritorialité du droit pénal américain* qui coûte très cher aux entreprises françaises et européennes et revenir à un modèle plus *juste et plus équitable de juridictions nationales*. *C'est un sujet sensible mais compte tenu de la redéfinition des règles internationales, c'est le moment de le remettre sur la table.*

J-C Beaujour; Juste une précision, c'est un gros débat et il est compliqué de remettre en question l'extraterritorialité car un État peut estimer que certaines de ses juridictions sont applicables dans certaines situations dès lors qu'elles interviennent soit sur son territoire, soit ont un lien avec ses ressortissants, etc. En outre, attention, nous avons aussi une réglementation extraterritoriale comme la RGPD. En revanche, et là où nous devons renégocier, avec une unité politique, c'est quand il y a des législations étrangères qui s'appliquent à ressortissants et à nos entreprises et qui causent une concurrence déloyale : il faut pouvoir dire nos désaccords et mener nos différends devant les instances internationales.

Pour conclure, je vais demander à chacun de vous quatre de nous dire en trois minutes, quelles suggestions auriez-vous faites sur les relations UE-Chine ou franco-chinoises si vous étiez PDG, ministre ou commissaire européen aux affaires étrangères?

Fatima Hadj: Je vais rester dans la lignée de mon intervention. Ma proposition serait de développer une coopération entre l'UE et la Chine sur l'ESG : les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance car l'Europe a construit un avantage compétitif. Nous avons construit un cadre juridique, continuons à le peaufiner. La Chine serait bien inspirée de regarder ce que l'on fait. Il serait important d'avoir des normes internationales compréhensibles qui aideraient à la coopération. Il y a déjà des institutions internationales qui découlent des Nations Unis: le PRI (principe for responsible investment) et le PRB (principe for responsible banking) dans lesquels la Chine peut intervenir. La partie développement durable et les critères réglementaires ESG touchent tous les secteurs et toutes les industries et sont un point d'entrée compétitif pour l'UE.

Henri de Grossouvre: Deux choses; la première pour prendre à contrepied cette discussion économique-financière qui est indispensable, est que le confinement a fait prendre d'une autre dimension de la vie et que la fin de cette aire libérale (1980-2020) correspond à un besoin de solidarité, de communauté, de localisme, de circuits courts, et cela peut peut-être faire aussi écho avec la décroissance ? On passant du temps chez soi, on s'est aussi rendu compte que l'on avait une famille, que les repas partagés étaient aussi quelque chose d'important, ainsi que pour les livres et les bibliothèques. Cette dimension sera clé car la vie ne se réduit pas au prisme économique et individualiste, mais passe par la communauté et s'étend aussi à la dimension charnelle et humaine.

Deuxième chose, moins générale: la recommandation que les Européens définissent leur relation avec la Chine en fonction de leurs intérêts propres et pas en fonction de l'intérêt de tiers. Cela passe par un accord au sein des 27 avec les pays qui seraient prêts à aller de l'avant vers cet objectif.

J-C Beaujour: J'aime bien votre conception d'une autre dimension de la vie car on s'est rendu compte, par exemple sur la manière de traiter nos aînés, qu'il peut y avoir des points de connections dans ce sens entre pays européens et la Chine qui sont deux "vieilles civilisations" ancrées dans l'Histoire et dans les territoires et qui savent vivre. Ce sont peut-être des dimensions dans lesquelles la Chine et l'Europe ont un rôle à jouer.

Alex Wang: Premier point, Hubert Védrine a mentionné l'autre jour que ***l'écologie est statique, il vaut mieux parler d'écologisation*** car il y a un vrai mouvement. Sur le terrain, il faut un ancrage dans le concret pour travailler entre la Chine et l'Europe, notamment au niveau des associations. Notre association justement a été créée dans la crise et notre but est d'associer deux peuples pour un seul objectif avec toute une série de dialogues.

Aussi, l'Ambassade France en Chine a lancé un "mois écologique" dans quinze villes en Chine dès ce weekend.

Deuxième point j'aimerais citer **Pierre Teilhard de Chardin** "*l'âge des nations est passé. Il s'agit maintenant pour nous, si nous ne voulons pas périr, de secouer les anciens préjugés, et de construire la Terre*".

François Loos: Moi je pense qu'on a toujours cherché son ennemi chez son voisin, et quand on avait des problèmes, on voulait rendre le voisin responsable, bouc-émissaire. Il y a un grand danger dans nos discussions de considérer la Chine comme le responsable de nos problèmes, aujourd'hui à cause du covid. ***Préservons nous de ce risque qu'il y a à mal voir la Chine. Il nous faut au contraire définir rapidement les secteurs stratégiques sur lesquels vite collaborer. Les secteurs les plus importants seraient les matières premières, agricoles et minérales et sur ces sujets nous avons quelques années devant nous pour améliorer la situation, la rendre plus juste et plus compatible avec les enjeux alimentaires et écologiques. Ma préconisation est que les pays européens indiquent vite leurs secteurs stratégiques et organisent avec la Chine des groupes de travail pour avancer ensemble sur ces secteurs, les approfondir et les transformer dans la réalité.***

J-C Beaujour: Merci, la question des matières premières est importante. Vous avez raison de préciser que l'on pense souvent que si l'on a des problèmes, c'est à cause du voisin et qu'on aurait tort de mal voir la Chine. Je pense que nous nous situons, au travers de nos discussions, à l'opposé du point de vue ambiant, de la cacophonie qui renvoie à la facilité de lacher en pature à nos concitoyens des slogans ; nous avons tous vécu à l'étranger. Notre travail au Bridge est de travailler à la coopération. Même si le virus était resté en Chine, ça ne m'aurait pas fait plaisir que nos congénères Chinois meurent du virus. Nous sommes des êtres humains et notre travail est de remettre l'humain au centre de notre réflexion et de convaincre nos concitoyens et personnes morales qu'il y a un chemin à suivre et à bâtir ensemble. Je vous remercie tous et j'espère que nous aurons l'occasion de nous retrouver. Ce n'est pas le mot de la fin, car c'est un commencement.